

Catholiques et musulmans s'accordent sur leur conception du travail

Vincent de Féligonde (à Marseille) , le 10/11/2017 à 15h23

Une rencontre à Marseille organisée par le Mouvement des cadres chrétiens (MCC), a permis de confronter les conceptions du travail dans le christianisme et l'islam. Et de formuler des propositions en vue du centenaire de l'organisation internationale du travail, en 2019.



Joseph Touvenel, vice-président de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) lors de la rencontre organisée à Marseille par le MCC / Dominique Paget/AFP

« *L'avenir du travail* ». Dans la perspective de son centenaire en 2019, l'organisation internationale du travail (OIT), a lancé une large consultation dans diverses parties du monde afin de « *vérifier la pertinence de ses textes constitutifs* » au service de l'objectif des Nations unies de « *travail décent pour tous* ».

Elle a notamment sollicité le Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC).

L'association chrétienne organisait une rencontre, les 3 et 4 novembre, destinée à rechercher les « *convergences des valeurs éthiques* » au « *cœur des cultures judéo-chrétiennes et musulmanes du tour de la Méditerranée, donnant dignité au travail, sens dans la vie et place dans la société* ». Le lieu choisi était symbolique : la Villa Méditerranée, à côté du MuCem à Marseille, dont l'architecture veut signifier l'ouverture vers le sud.

« Le travail est bien plus qu'une marchandise »

« Ce qui nous rassemble, c'est la conviction que le travail est bien plus qu'une marchandise. Il joue un rôle essentiel de cohésion de la société » a souligné Cyril Cosmes, directeur de l'OIT pour la France. L'idée selon laquelle « il ne peut y avoir de paix universelle et durable sans justice sociale » a d'ailleurs présidé à la création, dans le cadre du Traité de Versailles, de ce qui est désormais la plus vieille organisation internationale, après la disparition de la société des nations (SDN).

L'originalité de l'OIT est sa structure tripartite, qui met les travailleurs, les employeurs et les gouvernements sur un pied d'égalité « en vue d'une action commune pour promouvoir les droits au travail, encourager la création d'emplois décents, développer la protection sociale et renforcer le dialogue social dans le domaine du travail ».

« L'expérience de chacun nourri la réflexion de tous »

La rencontre a réuni près de 150 participants. « L'expérience de chacun nourri la réflexion de tous, souligne Bruno Boulnois, responsable des activités internationales du MCC, et ancien cadre dans l'aéronautique. Face à cet avenir où tout est lié, il faut sortir du constat intellectuellement confortable dans lequel on se dit 'changer le monde est hors de portée et se limiter à une goutte d'eau est sans effet' ».

Parmi les propositions retenues, figurent l'idée de définir une forme de « label de l'OIT pour valoriser les entreprises qui respectent l'homme » et celles qui travaillent dans le sens de l'« économie circulaire » – la réutilisation des déchets –, mais aussi d'octroyer un « droit à la prévoyance et la retraite » ainsi qu'une « rémunération » pour les personnes qui effectuent un travail non marchand ou domestique.

« Le meilleur d'entre vous est celui qui est utile aux autres »

La rencontre a notamment permis de mettre en avant les parallèles dans le rapport au travail selon les traditions chrétiennes et musulmanes. « Le meilleur d'entre vous est celui qui est utile aux autres » a ainsi énoncé Moulay Youssef Alaoui, chef d'entreprise marocain, citant un *hadith* (parole prêtée au prophète de l'islam, Mohammed).

Au quotidien, l'entrepreneur utilise le concept de *nya*, autrement dit l'intention juste, celle qui permet de remettre le futur – et donc le résultat de son travail -- dans les mains de Dieu. Et donc de « lâcher prise », souligne-t-il.

Moulay Youssef Alaoui est l'un des membres fondateurs, le 15 octobre, de l'association Foi pour entreprendre, qui se donne pour objectif de mobiliser les entrepreneurs musulmans, chrétiens et juifs, pour « *promouvoir une nouvelle économie plus humaniste* ».

« Être au service et redonner du sens »

Joseph Touvenel, vice-président de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) va dans le même sens. « *Travailler, c'est participer à l'œuvre commune. C'est à la fois se réaliser et créer du lien social : je travaille pour les autres et avec les autres* », souligne-t-il.

Le discours n'est pas très différent chez Patricia Lormeau, présidente du MCC et cadre bancaire, qui rappelle la phrase de Jean-Paul II, selon lequel « *les chrétiens doivent aider la grâce divine* ». « *Cela suppose de ne pas être dans une posture de pouvoir, mais être au service et redonner du sens* », souligne-t-elle, tout en reconnaissant que « *la segmentation du travail, la complexification des normes et les stratégies court-termistes des entreprises* » rendent cette tâche de plus en plus difficile.

« Le premier lieu du dialogue interreligieux est celui du dialogue social »

« *L'un des points clés sur lesquels nous nous retrouvons c'est que, comme croyants, nous aspirons à une cohérence entre une éthique et notre foi, et à témoigner de nos valeurs à tout moment et en tout lieu... y compris en entreprise* », souligne pour sa part Anouar Kbibech, cadre supérieur chez SFR et président sortant du Conseil français du culte musulman.

Reprenant l'expression de Benoît XVI, le jésuite Pierre Martinot Lagarde, conseiller spécial auprès de l'OIT, en est persuadé : « *Le premier lieu du dialogue interreligieux est celui du dialogue social* ». Car, ajoute-t-il, « *c'est celui de la fraternité* ».

Vincent de Féligonde (à Marseille)